

(N° 410)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 6 JUILLET 1920.

Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel à la Convention de Berne révisée du 13 novembre 1908 pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, signé à Berne le 20 mars 1914 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. WAUVERMANS.

MESSIEURS,

Le projet de loi soumis à la ratification du Parlement a pour objet de restreindre le principe libéral consacré par l'article 6 de la Convention de Berne révisée. Il accorde aux auteurs des pays non unionistes, publiant pour la première fois leurs œuvres dans un pays de l'Union, les mêmes droits que ceux attribués aux auteurs nationaux.

Aux termes de cet article, la même règle de protection couvre, sous le régime qu'elle consacre dans chacun des pays, et les œuvres y publiées des auteurs unionistes et les œuvres d'auteurs non unionistes. Ces derniers sont ainsi assimilés aux premiers, sauf quant aux œuvres inédites : celles-ci sont laissées sans aucune protection, si elles sont dues à des auteurs étrangers à l'Union. Cette règle se résume en une nationalisation forcée des œuvres non unionistes éditées sur le territoire de l'Union et elle affecte le régime législatif intérieur des pays unionistes en les obligeant à accorder aux œuvres publiées chez eux le traitement national, à l'exclusion de tout autre traitement allant moins loin. (*Le nouveau protocole additionnel à la Convention de Berne révisée de 1908. Le droit d'auteur, 1914, p. 80.*)

(1) Projet de loi, n° 187.

(2) La Section centrale, présidée par M. CARTON DE WIART, était composée de MM. HALLET, WAUVERMANS, MAX, PIRARD, CRICK et TIBBAUT.

Cette disposition de la convention de Berne est en pleine concordance avec l'article 38 de la loi belge interne du 22 mars 1886, sur le droit d'auteur : « *Les étrangers jouissent en Belgique des droits garantis par la présente loi, sans que la durée de ceux-ci puisse, en ce qui les concerne, excéder la durée fixée par la loi belge. Toutefois, s'ils viennent à expirer plus tôt dans leur pays, ils cesseront au même moment en Belgique.* »

Aussi, les délégués de la Belgique, à la Conférence de revision de 1908, constatèrent-ils avec une réelle satisfaction, l'adoption de ce régime conforme à l'esprit de notre législation, et faisant disparaître l'inégalité de traitement devant le droit absolu qu'il convient d'accorder à tout auteur sur ses œuvres.

L'initiative de la revision de cet article est due au Gouvernement britannique. Elle a été inspirée par des considérations d'ordre économique et dans la pensée de pouvoir user de représailles contre les pays qui n'accordent point à ses nationaux des droits au moins équivalents à ceux concédés par elle-même ou par sa convention d'union. Elle a son origine dans la clause de « refabrication » ou *manufacturing clause* insérée dans la loi américaine de 1891, et conservée à l'encontre des œuvres écrites en langue anglaise.

Le Gouvernement britannique a estimé nécessaire de posséder cette arme que « lorsqu'un pays refuse la protection aux œuvres des nationaux de l'autre, celui-ci ne peut être tenu de leur consentir une situation meilleure ».

Le Protocole apporte donc une *restriction* au régime général de l'Union, ou, pour mieux dire, une *limitation facultative* qui sera dictée par des considérations de réciprocité.

L'examen du projet de loi doit attirer l'attention sur une situation qui préoccupe vivement en ce moment les auteurs et compositeurs : La Convention d'Union consacre le droit absolu de l'auteur sur son œuvre, le droit à toutes les prérogatives d'ordre moral et d'ordre matériel ; et parmi celles-ci figure le droit d'autoriser ou de refuser l'exécution ou la représentation d'une œuvre musicale ou dramatique. On conçoit combien de raisons puissantes peut avoir — surtout dans les circonstances actuelles — un auteur à se refuser à la traduction d'une de ses œuvres, à leur représentation sur la scène de certains pays, à éviter toute communication avec des impresarios de pays avec lesquels il ne désire plus avoir un contact quelconque.

La Convention de Berne, révisée à Berlin, protège, par son article 11, les auteurs d'œuvres dramatiques musicales ou dramatico-musicales contre l'exécution de leurs œuvres en l'absence de leur consentement.

Mais s'il a été entendu que ce texte peut être interprété en ce sens que les auteurs étrangers ne peuvent prétendre à une protection plus étendue que les auteurs nationaux, et que l'exercice du droit peut subir des restrictions d'une nature déterminée, certains pays émettent la prétention de l'appliquer dans un sens tel qu'il rendrait le droit d'exécution véritablement illusoire. C'est ainsi qu'un projet de loi soumis aux États généraux de Hollande autoriserait les juges cantonaux à permettre l'exécution de toute œuvre musicale publiée, aux conditions à fixer arbitrairement par lui, et sans même devoir entendre l'auteur, sans devoir contrôler en mains de qui l'indemnité, qu'ils fixeront sans enquête, pourra être valablement acquittée.

Une proposition analogue, quoique moins radicale, a été introduite dans un projet de revision de la loi suisse.

Comme il fallait s'y attendre ces dispositions font l'objet de nombreuses protestations, et même dans ces pays des auteurs nationaux ont tenu à s'y associer.

Il est bien certain que semblables dispositions qui constituent des expropriations déguisées du droit d'auteur, sous forme de cession forcée sans juste ni préalable indemnité vont à l'encontre, sinon peut-être de la lettre, certainement de l'esprit de la Convention de Berne, et qu'en fait l'adoption de telles mesures est de nature à entraîner la rupture à une échéance plus ou moins prochaine de cette Convention si péniblement construite.

Il ne suffit pas qu'un auteur reste titulaire d'un droit — si amoindri soit-il — pour qu'il soit protégé. Alors que, les plénipotentiaires allemands en 1908, revendiquaient le droit de maintenir leur loi nationale de 1901 qui autorise des exécutions musicales dans certains cas strictement déterminés, l'un de ceux-ci ne se fit pas faute de reconnaître que « une disposition légale rendant le droit d'exécution illusoire serait contraire à l'esprit de la Convention ».

La question s'est posée si la modification qui est actuellement proposée à l'article 6 de la Convention ne pourrait permettre aux pays dont les auteurs sont ainsi menacés de prendre des mesures de défense par voie de représailles.

La réponse doit être négative pour les motifs suivants :

1^o La disposition ne vise que les relations avec des ressortissants de pays non unionistes.

2^o Ces représailles iraient à l'encontre de la Convention — et il ne peut convenir de répondre à une violation d'un pacte par une autre violation à une injustice par une autre injustice.

En fait d'ailleurs ces mesures ne seraient guère efficaces : si certains pays poursuivent ces tentatives de s'emparer du patrimoine des auteurs c'est sans doute à raison d'une production nationale insuffisante.

Mais autre chose est la question du maintien dans la législation belge de l'article 38 que nous avons cité plus avant.

Il apparaît comme contradictoire de sanctionner par l'adoption du protocole de 1914 le principe de la réciprocité et de le reconnaître dans notre loi. Nous accepterions le principe de restrictions, et en subirions les conséquences indirectes, sans pouvoir nous même invoquer ce régime.

Nous serions de même désarmés vis-à-vis des pays qui refuseraient à nos nationaux toute protection, qui sortiraient de l'Union par une déclaration expresse, ou qui devraient être considérés comme en étant sortis virtuellement par refus d'accomplir les obligations qu'elle impose.

Dans ces conditions il semble que l'article 38 de la loi du 22 mars 1886 doive être révisé et que cette revision doit s'opérer par un procédé identique à celui qui fut employé lors de l'approbation par le Parlement belge de la Convention sur la propriété industrielle modifiée à Washington (loi du 18 juin 1914, art. 3).

La Section centrale vous propose donc d'amender le projet de loi par l'insertion d'un article 2 qui serait ainsi conçu :

L'article 38 de la loi du 22 mars 1886 est complété par la disposition suivante :

« En outre, s'il est constaté que les auteurs belges ne jouissent dans un pays étranger que d'une protection moins étendue, les ressortissants de ce pays ne pourront bénéficier que dans la même mesure des dispositions de la présente loi pour leurs œuvres publiées à l'étranger. »

Cette disposition nouvelle laisse place à l'assimilation des étrangers aux Belges en vertu : 1° de la Convention d'Union; 2° des conventions spéciales — telle celle conclue entre la Belgique et la Roumanie — et 3° du fonctionnement automatique du régime de réciprocité là où la législation sur la matière est aussi libérale que la nôtre. Elle maintient le bénéfice de la loi aux œuvres qui, par un fait quelconque, cessent d'être inédites à raison d'une première édition, représentation ou exécution en Belgique.

Mais elle exclut une protection que d'autres nations refusent à nos ressortissants, ou n'accordent que moyennant des avantages particuliers pour leurs propres nationaux. Elle ne maintient pas un principe auquel le projet de loi nous demande de renoncer dans notre législation internationale.

La Section centrale vous propose à l'unanimité l'approbation du projet de loi.

Le Rapporteur,
P. WAUWERMANS.

Le Président,
H. CARTON DE WIART.

**Amendement proposé par la Section
centrale.**

ART. 2 (nouveau).

L'article 38 de la loi du 22 mars 1886 est complété par la disposition suivante :

« En outre s'il est constaté que les auteurs belges ne jouissent dans un pays étranger que d'une protection moins étendue, les ressortissants de ce pays ne pourront bénéficier que dans la même mesure des dispositions de la présente loi pour leurs œuvres publiées à l'étranger. » .

**Amendement door de Middenafdeeling
voorgesteld.**

ART. 2 (nieuw).

Artikel 38 der wet van 22 Maart 1886 wordt door de volgende bepaling aangevuld :

« Wordt bovendien vastgesteld dat de Belgische auteurs minder beschermd zijn in een vreemd land, dan gelden, voor de onderhoorigen van dit land, de bepalingen dezer wet slechts in gelijke mate voor hunne werken, in het buitenland uitgegeven. »



(11)

(N° 410)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 6 JULI 1920.

Wetsontwerp houdende goedkeuring van het Protocol toegevoegd aan de herziene Overeenkomst van Bern van 13 November 1908 tot bescherming der letterkundige en kunstwerken, ondertekend te Bern den 20ⁿ Maart 1914 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER WAUVERMANS.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp, dat aan de goedkeuring van het Parlement is onderworpen, heeft ten doel, het vrijzinnig beginsel te beperken, dat door artikel 6 der herziene Overeenkomst van Bern wordt gehuldigd. Aan de auteurs der tot de overeenkomst niet toegetreden landen, die voor de eerste maal hunne werken in een land der Unie uitgeven, verleent het dezelfde rechten als die welke aan de auteurs uit het land zelf worden toegekend.

Naar luid van dit artikel, geldt dezelfde beschermingsregel, onder het stelsel in elk der landen ingevoerd, en voor de aldaar uitgegeven werken van auteurs die tot de overeenkomst zijn toegetreden en voor de werken van auteurs die tot de overeenkomst niet zijn toegetreden. Deze laatsten worden alzoo met de eersten gelijkgesteld, behalve wat betreft de onuitgegeven werken : deze worden niet beschermd, zoo zij behooren aan auteurs die aan de Unie vreemd zijn. Deze regel komt neer op eene gedwongen nationalisatie der niet tot de overeenkomst behorende werken, welke op het grondgebied der Unie het licht zagen, en hij beïnvloedt de innerlijke wetgevende regeling der Unielanden door hen te verplichten, aan de te hunnent uitgegeven werken de nationale

⁽¹⁾ Wetsontwerp, n° 187.

⁽²⁾ De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer CARTON DE WIART, bestond uit de heeren HALLET, WAUVERMANS, MAX, PIRARD, CRICK en TIDBAUT.

behandeling te verleenen met uitsluiting van elke minder ver strekkende behandeling. *Le nouveau protocole additionnel à la Convention de Berne révisée de 1908. Le droit d'auteur, 1914, bl. 80.*)

Deze bepaling van de Bernsche overeenkomst strookt volkomen met artikel 38 den inlandsche Belgische wet van 22 Maart 1886 op het auteursrecht: « *De Vreemdelingen genieten in België de bij deze wet gewaarborgde rechten, zonder dat de duur daarvan, wat hen aangaat, den duur door de Belgische wet bepaald moge overschrijden. Zoo zij echter in hun land vroeger komen te vervallen, houden zij terzelfder tijd op in België te bestaan.* »

Ook hebben de Belgische afgevaardigden op de herzieningsconferentie van 1908 kunnen vaststellen met een echte voldoening, dat deze regeling, welke overeenstemde met den geest van onze wetgeving en de ongelijkheid van behandeling deed ophouden ten aanzien van het volstreekte recht, toe te kennen, aan elk auteur over zijne werken, werd aangenomen.

Het gedacht om dit artikel te herzien ging uit van de Engelsche Regeering. Het werd ingegeven door beschouwingen van economischen aard, en met het oog op tegenmaatregelen tegen landen, die aan hare onderhoorigen niet ten minste gelijke rechten verleenen als die, welke zelf of door hare Unieovereenkomst heeft toegestaan. Het initiatief ontstond uit de bepaling van « *herbewerking* » of *manufacturing clause*, opgenomen in de amerikaansche wet van 1891, welke in stand wordt gehouden ten nadeele van de in de Engelsche taal geschreven werken.

De Britsche Regeering achtte het noodig, dit wapen te bezitten dat « *wanneer een land de bescherming weigert aan de werken van onderhoorigen van het andere, dit laatste niet kan gehouden zijn hun een betere behandeling toe te staan* ».

Het Protocol brengt dus eene *beperking* in de algemeene regeling der Unie, of, liever, eene *facultatieve beperking* op grond van beschouwingen van wederkeerigheid.

Het onderzoek van het wetsontwerp moet de aandacht trekken op een toestand die, op dit oogenblik, de auteurs en compositeurs ten uiterste bezorgd maakt: De Overeenkomst der Unie huldigt het volstreekte recht van den auteur over zijn werk, het recht op alle voorrechten van zedelijken en stoffelijken aard; en tot deze behoort het recht om de uitvoering of de vertooning van een muzikaal of een dramatisch werk toe te laten of te weigeren. Men beseft welke machtige redenen een auteur — vooral in de huidige omstandigheden — kan hebben om de vertaling van een zijner werken, hunne opvoering op het toneel van zekere landen te weigeren, om alle betrekkingen te vermijden met impresario's van landen waarmede hij niet meer wil in aanraking komen.

De te Berlijn herziene overeenkomst van Bern beschermt, door haar artikel 11, de auteurs van muzikale dramatische werken of van dramatico-muzikale werken tegen de uitvoering derzelve, zoo zij hunne toestemming daartoe niet verleenden.

Doch, zoo het verstaan werd dat deze tekst kan verklaard worden in dien zin dat de vreemde auteurs op geen ruimere bescherming aanspraak hebben dan

de nationale, en dat aan de uitoefening van het recht bepaalde beperkingen kunnen gesteld worden, beweren sommige landen het in zoodanigen zin toe te passen dat het recht van uitoefening daardoor waarlijk vruchteloos zou gemaakt worden. Zóó zou een wetsontwerp, bij de Staten-Generaal in Nederland ingediend, aan de kantonrechters toelaten, de uitvoering van elk uitgegeven muzikaal werk te veroorloven, onder de voorwaarden door hen willekeurig te bepalen en zelfs zonder den auteur te moeten hooren, zonder te moeten nazien in wiens handen de vergoeding, welke zij zonder onderzoek zullen vaststellen, geldig zal kunnen betaald worden.

Een gelijkaardig hoewel minder radicaal voorstel werd opgenomen in een ontwerp tot herziening der Zwitschersche wet.

Zooals men zich daaraan verwachten moest, geven deze bepalingen aanleiding tot talrijke protesten, en zelfs in deze landen hebben nationale auteurs er zich mede vereenigd.

Het is stellig dat dergelijke bepalingen, die verkapte onteigeningen van het auteursrecht uitmaken, bij wijze van gedwongen afstand zonder billijke noch voorafgaande vergoeding, in strijd zijn, zooniet wellicht met de letter, dan toch met den geest der overeenkomst van Bern, en dat, feitelijk, de aanneming van zulke maatregelen geschikt is om de breuk van deze zoo bezwaarlijk tot stand gebrachte overeenkomst in een min of meer nadere toekomst te veroorzaken.

Het volstaat niet dat een auteur titularis blijft van een recht — hoe vermindert het ook zij —, opdat hij beschermd worde. Als wanneer de Duitsche gevolmachtigden, in 1908, het recht opeischten hunne rijkswet van 1901 te behouden, waarbij de muziekuitsvoeringen in sommige streng bepaalde gevallen worden geoorloofd, liet een dezer niet na te erkennen dat « een wettelijke bepaling, die het recht van uitvoering zeer onzeker maakt, zou strijdig zijn met den geest der Overeenkomst ».

De vraag werd geopperd, of de in artikel 6 der Overeenkomst thans voorgestelde wijziging niet zou kunnen toelaten aan de landen, wier auteurs alzoo bedreigd zijn, verdedigingsmaatregelen te nemen bij wijze van tegenmaatregelen.

Het antwoord moet ontkennend zijn om de volgende redenen :

1^o De bepaling betreft slechts de betrekkingen met de onderhoorigen van niet bij de overeenkomst aangesloten landen.

2^o Deze tegenmaatregelen zouden in strijd zijn met de Overeenkomst — en het is niet gepast een schending van een overeenkomst te beantwoorden door een andere schending, eene ongerechtigheid met eene andere ongerechtigheid.

Feitelijk, overigens, zouden deze maatregelen zoo goed als onafdoende zijn; indien zekere landen er naar streven zich van het eigendom der auteurs meester te maken, dan is dit ongetwijfeld wegens eene ontoereikende voortbrenging in het land.

Doch eene andere zaak is de quaestie, in de Belgische wetten het reeds genoemd artikel 38 te behouden.

Het schijnt een tegenstrijdigheid te zijn het welkerheidsbeginsel te

bevestigen door het aannemen van het protocol van 1914 en dit beginsel in onze wet op te nemen. Wij zouden het beginsel van beperkingen aannemen en er de onrechtstreeksche gevolgen van dragen, zonder ons zelf op deze regeling te kunnen beroepen.

Eveneens zouden wij ontwapend staan tegenover de landen, die aan onze landgenooten elke bescherming zouden weigeren, die uit de Unie zouden treden door eene uitzonderlijke verklaring, of die zouden moeten aangezien worden als er wezenlijk uitgetreden zijnde wegens weigering om de opgelegde verplichtingen na te komen.

Onder deze omstandigheden schijnt het dat artikel 38 der wet van 22 Maart 1886 moet herzien worden en dat deze herziening moet geschieden op dezelfde wijze als voor de goedkeuring, door het Belgisch Parlement, van de overeenkomst betreffende den nijverheidseigendom, te Washington gewijzigd (wet van 18 Juni 1914, art. 3).

De Middenafdeeling stelt u dus voor, het wetsontwerp te wijzigen door het opnemen van een artikel 2, luidende :

Artikel 38 der wet van 22 Maart 1886 wordt door de volgende bepaling aangevuld :

« Wordt bovendien vastgesteld dat de Belgische auteurs minder beschermd zijn in een vreemd land, dan gelden, voor de onderhoorigen van dit land, de bepalingen dezer wet slechts in gelijke mate voor hunne werken, in het buitenland uitgegeven. »

Deze nieuwe bepaling laat de gelijkstelling toe van de vreemdelingen met de Belgen krachtens : 1° De Unie-Overeenkomst; 2° de bijzondere overeenkomsten — zooals die gesloten tusschen België en Rumenië — en 3° de automatische werking van den wederkeerigheidsregel daar, waar de wetgeving in deze zaak zoo vrijgezind is als de onze. Zij behoudt het voordeel der wet voor de werken die, op eenige wijze, ophouden onuitgegeven te zijn wegens eene eerste uitgave, opvoering of uitvoering in België.

Doch zij sluit eene bescherming uit, welke andere natiën aan onze landgenooten weigeren of hun slechts verleen en mits bijzondere voordeelen voor hunne eigene landgenooten. Zij houdt geen beginsel in stand, waarvan het wetsontwerp ons vraagt af te zien in onze internationale wetgeving.

De Middenafdeeling stelt u eenparig voor, het wetsontwerp goed te keuren.

De Verslaggever,
P. WAUWERMANS.

De Voorzitter,
H. CARTON DE WIART.

**Amendement proposé par la Section
centrale.**

ART. 2 (nouveau).

L'article 38 de la loi du 22 mars 1886 est complété par la disposition suivante :

« En outre s'il est constaté que les auteurs belges ne jouissent dans un pays étranger que d'une protection moins étendue, les ressortissants de ce pays ne pourront bénéficier que dans la même mesure des dispositions de la présente loi pour leurs œuvres publiées à l'étranger. »

**Amendement door de Middenafdeeling
voorgesteld.**

ART. 2 (nieuw).

Artikel 38 der wet van 22 Maart 1886 wordt door de volgende bepaling aangevuld :

« Wordt bovendien vastgesteld dat de Belgische auteurs minder beschermd zijn in een vreemd land, dan gelden, voor de onderhoorigen van dit land, de bepalingen dezer wet slechts in gelijke mate voor hunne werken, in het buitenland uitgegeven. »

